



INSTITUT
DIDEROT

Les Carnets des Dialogues du Matin

S.E. ZHAI JUN

Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
de la République Populaire de Chine

L'avenir des relations franco-chinoises

Les Carnets des Dialogues du Matin

S.E. ZHAI JUN

Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
de la République Populaire de Chine

L'avenir des relations franco-chinoises

JUIN 2017

Sommaire

- Présentation p. 5
Jean-Claude Seys
- Avant-Propos p. 9
Thomas Bourgeois
- L'avenir des relations
franco-chinoises p. 13
S.E. Zhai Jun
- Débat avec la salle p. 33
- Les publications
de l'Institut Diderot p. 47

Présentation de l'invité

Monsieur le Ministre,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Chers Amis,

Permettez-moi de vous présenter notre invité, son Excellence l'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Populaire de Chine.

Monsieur l'Ambassadeur, vous avez effectué toute votre carrière au sein du Ministère des Affaires étrangères (MAE) de la République populaire de Chine.

En 2006, vous êtes Ministre assistant des Affaires étrangères et, en 2009, cinq ans durant, Vice-Ministre des Affaires étrangères.

Vous êtes arrivé en France le 6 janvier 2014, l'année de la célébration du 50^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la France.

Notre Secrétaire général nous en dira quelques mots.

Vous entendez pousser le partenariat sino-français à un plus haut niveau.

Nos amis Chinois ont une grande admiration pour la culture française ; l'inverse est vrai.

Non seulement en raison des dimensions de ce pays fascinant, de la profondeur de son histoire, de l'ancienneté de sa culture, mais aussi parce qu'elle offre le spectacle de l'histoire en marche.

Nulle part ailleurs il ne s'est passé autant de choses en l'espace d'une vie humaine.

Ce spectacle met en scène l'importance de la gouvernance sur le destin d'un peuple.

Bien souvent, ailleurs, les dirigeants peuvent présenter l'état de leur pays comme le résultat de l'histoire, à la fois quant à la situation à leur accession au pouvoir et aux forces qui en contraignent l'évolution sous leur direction.

La Chine démontre le contraire !

Les grandes caractéristiques n'ont pas changé : le territoire et ses ressources, la puissance démographique - même si le vieillissement commence à peser sur son dynamisme - l'héritage de millénaires d'histoire et de culture, l'énergie d'un peuple industriel.

Mais la volonté politique, au-delà d'une idéologie de référence et d'une organisation politique restées sensiblement identiques, a connu une évolution qui a provoqué un véritable bouleversement de sa situation économique et géostratégique et, par voie de conséquence, du sort de ses habitants.

Désormais, la Chine prétend partager le leadership du monde. Ses produits sont présents partout sur les marchés mondiaux, le niveau de vie de ses habitants s'améliore, ses villes-mondes rivalisent d'audaces architecturales.

Banquier des États-Unis, votre pays a également participé au sauvetage de l'Euro.

Ces succès résultent de la coexistence d'une gouvernance politique ferme et centralisée, autour du PCC, avec une libéralisation très large du champ économique qui a permis de mobiliser énergies et talents autour de la croissance économique et de la reconquête de son rang de grande puissance.

Il y a six ans, Jean-Luc Domenach, que je salue, pointait à l'Institut Diderot certaines faiblesses du modèle.

La voie du rattrapage par rapport à l'Occident étant balisée, celle de l'avenir restait à inventer pour votre pays comme pour le nôtre et nos concurrents, en fonction des évolutions déjà enregistrées mais également de défis démographiques et écologiques nouveaux qui se posent à l'ensemble du monde.

Je vous remercie.

Jean-Claude Seys
Président de l'Institut Diderot

Avant-Propos

Excellence,

S'ouvre pour notre pays une période nouvelle avec l'élection du Président Macron.

À l'occasion de la campagne présidentielle, la figure tutélaire du Général de Gaulle n'a cessé d'apparaître.

Il m'est impossible, ce matin, de ne pas rappeler qu'il fut, aussi, l'instigateur des relations diplomatiques et amicales entre nos deux pays.

Rappelons brièvement le contexte.

Nous sommes au mois d'août 1963.

Le traité d'interdiction partielle des essais nucléaires vient d'être signé par les États-Unis, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne.

Vous constaterez que deux pays manquent à l'appel.

Charles de Gaulle juge alors que les conditions de la reconnaissance de la Chine Populaire sont réunies.

Edgar Faure, ayant déjà rencontré le Président Mao, sera chargé des négociations.

Le 27 janvier 1964, après cinq mois d'un travail fructueux, tombe sur les télésécripteurs deux simples phrases.

Elles seront qualifiées par les médias occidentaux de « bombe nucléaire diplomatique ».

Permettez que je les cite.

« La République populaire de Chine et la République Française se sont accordées pour l'établissement de relations diplomatiques.

Les deux gouvernements nommeront leur ambassadeur dans trois mois ».

Rien de plus.

Ces deux phrases venaient de casser la situation bipolaire maîtrisée par les États-Unis et l'Union Soviétique.

Malgré la forte, la très forte, protestation américaine, la France reconnaissait le gouvernement de la République populaire de Chine comme unique représentant légal du peuple chinois tout entier.

Cela fait 53 ans maintenant et, lors d'un séjour en Chine, récemment, cela m'a été rappelé systématiquement ; lorsqu'il m'était, bien sûr, possible de franchir la barrière de la langue.

Cet événement illustre parfaitement l'esprit d'indépendance de notre pays pour lequel le Général de Gaulle s'est toujours battu.

Il a ainsi ouvert, le premier, la route contemporaine favorisant les échanges et la connaissance entre l'Occident et l'Orient.

Alors que l'initiative chinoise « la Ceinture et la Route », le Forum pour la coopération internationale réunissant une centaine de pays, vient de se conclure, à Beijing, ce

dimanche 16 mai 2017, l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, a été reçu par le Président Xi Jinping.

Il lui a remis un message du Président Macron.

La ligne « De Gaulle » sera poursuivie.

Permettez-moi de citer l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin, présent également à Beijing pour l'occasion.

Dominique de Villepin, qui se tenait ici même, il y a peu, s'est dit frappé par un élément important.

Il s'agit à ses yeux d'une initiative équilibrée qui suppose une égalité entre les États.

« Chaque État a un droit au développement » [...] et « défendre des projets originaux qui désenclaveront ces États ».

Projets qui « permettront d'établir des rapports et des relations avec d'autres États voisins et d'autres peuples ».

Ce projet, ajoute-t-il, « donne de l'espoir à la fois aux États et aux peuples ».

D'après lui, l'initiative chinoise est un élément très fort de stabilité et de confiance.

Le Président Xi Jinping a insisté, lors de l'ouverture du Forum, sur le fait qu'il s'agit d'une initiative de paix permettant d'ouvrir une ère de prospérité à l'ensemble de ceux qui souhaitent y participer, à la fois respectueuse de l'environnement et innovante technologiquement.

Le repli sur soi et le rejet de la mondialisation ne faisant

pas bon ménage avec la prospérité, il serait sage de noter que comparées aux autres initiatives, il s'agit là d'une initiative globale qui vise à ne laisser personne sur le bord du chemin.

J'espère que vous voudrez bien nous en dire plus à l'occasion de cette matinée.

Je vous remercie.

Thomas Bourgeois
Secrétaire général de l'Institut Diderot

L'avenir des relations franco-chinoises

Il y a dix jours, le peuple français élisait un nouveau Président de la République, tournant ainsi une nouvelle page de sa vie politique. Deux jours après, le Président Xi Jinping et le Président Macron se parlaient au téléphone et convenaient de faire gravir aux relations sino-françaises un nouvel échelon. Une semaine après cette élection, se tenait à Pékin le premier Forum de coopération internationale sur le thème des « Nouvelles routes de la soie ». Monsieur Jean-Pierre Raffarin y a participé en qualité d'envoyé spécial du nouveau Président français. Il a pu à cette occasion rencontrer le Président Xi Jinping, et lui remettre une lettre de la part du Président Macron.

C'est la première fois qu'un dialogue direct se noue aussi rapidement entre les chefs d'État de nos deux pays. La nouvelle ère des relations sino-françaises démarre en beauté. Le moment est donc particulièrement propice pour réfléchir à l'avenir de ces relations.

Mais pour savoir où l'on va, il faut savoir d'où l'on vient. Avant d'évoquer l'avenir, je voudrais ainsi commencer par parler un peu d'histoire, et dire comment les Chinois voient la France et les relations sino-françaises.

I. DES RELATIONS À NULLE AUTRE PAREILLES

La France est pour nous un pays très particulier, pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, la France est le premier grand pays occidental à avoir, en 1964, établi des relations diplomatiques au niveau d'ambassade avec la République populaire de Chine. Le général de Gaulle n'a pas hésité à briser un tabou idéologique pour prendre cette décision courageuse, qui n'était pas évidente dans le contexte de l'époque. Ce geste, qualifié par les médias de l'époque de « bombe atomique diplomatique » a eu un impact majeur sur l'évolution de l'ordre international. Cette décision audacieuse illustre l'esprit d'indépendance qui anime la France et lui a valu le respect du peuple chinois. Elle a été fondatrice pour l'évolution des relations entre nos deux pays, au sens où, dès le début, celles-ci ont largement dépassé leur cadre strictement bilatéral, parce qu'elles étaient de façon évidente hautement stratégiques.

Ensuite, la culture française jouit en Chine d'un prestige extraordinaire.

Pour de nombreux Chinois, le nom de France est presque synonyme de culture occidentale. Le premier roman étranger traduit en chinois, à la fin du XIX^e, a été *La Dame aux camélias*. Les œuvres des écrivains et philosophes français ont été largement diffusées en Chine, où elles ont laissé une empreinte profonde. Tout Chinois un tant soit peu cultivé connaît les noms de Montesquieu, Voltaire, Rousseau, Hugo, Balzac, Stendhal, Flaubert et, bien entendu, Diderot. L'art, l'architecture, le sport, la gastronomie, la mode, le cinéma français exercent sur nous un formidable attrait. La Chine est ainsi actuellement le premier marché à l'étranger pour le cinéma français. Le tournoi de Roland-Garros a de très nombreux fans en Chine : à chaque fois que je reçois une délégation chinoise à Paris, elle souhaite visiter Roland-Garros, même quand il n'y a aucun match, simplement pour voir la terre battue. Nombre d'édifices emblématiques de la Chine moderne sont l'œuvre de grands architectes français : l'Opéra national, le nouvel aéroport de Pékin, le Musée de la Capitale ou encore l'Opéra de Shanghai. Du vin au parfum en passant par les boulangeries françaises et les restaurants étoilés du guide Michelin, les produits français sont non seulement synonymes de qualité et d'excellence, mais symbolisent aussi l'élégance et l'art de vivre.

Un lien étroit, enfin, relie la France à la révolution chinoise et à la formation de la Chine contemporaine.

Au début du siècle précédent, de nombreux jeunes

Chinois ont traversé les océans pour venir étudier en France les moyens de redresser leur pays. Certains d'entre eux, comme Zhou Enlai, Deng Xiaoping, Chen Yi, sont devenus des révolutionnaires et ont fondé la Chine nouvelle. Beaucoup sont devenus des pionniers dans la technologie moderne, la culture, l'art, et d'autres disciplines.

J'ai, dans la salle à manger de ma résidence, une photo de Deng Xiaoping qui date de sa visite en France en 1975. C'est une photo du dîner qu'il a offert au Président Giscard d'Estaing à la résidence de l'ambassadeur de Chine. Je montre toujours cette photo à mes invités, en leur racontant une petite histoire à son sujet. Deng Xiaoping a vécu en France de 16 à 22 ans. Il était très jeune, et il a été très influencé par la culture française. Il en a conservé beaucoup d'habitudes. Mais ce n'est qu'en 1975, cinquante ans après, qu'il est revenu en France, en qualité de Vice-Premier ministre de la République populaire de Chine. À l'époque, la Chine était très pauvre. Bien qu'il fût un haut dirigeant, les revenus de Deng étaient modiques. Mais il a néanmoins tenu à acheter 200 croissants pour les offrir à ses anciens camarades d'étude en France.

Par-delà cette anecdote, je suis convaincu que leur passé français n'a pas seulement influencé le mode de vie de ces jeunes gens, mais aussi leur vision du monde. Et eux-mêmes ont influencé la révolution et le développement de leur pays. Deng Xiaoping est devenu le grand architecte de la réforme et de l'ouverture de la

Chine, et son expérience de jeunesse en France n'y est sans doute pas étrangère.

Nous sommes donc reconnaissants à la France et, pour toutes les raisons que je viens de mentionner, le peuple chinois respecte la France et a pour elle une sympathie naturelle. Depuis plus de cinq décennies, les relations entre nos deux pays sont à l'avant-garde de celles qu'entretient la Chine avec les autres pays occidentaux.

Le premier chef d'État occidental à avoir été accueilli en Chine fut Georges Pompidou, en 1973. Et la première visite d'un haut responsable chinois dans un pays occidental fut celle de Deng Xiaoping en France en 1975. C'est avec la France que la Chine a établi, en 1997, son premier partenariat stratégique avec un pays occidental, devenu depuis 2004 un partenariat global stratégique. Notre premier centre culturel en Occident a été ouvert à Paris. La première fois que la Chine a organisé des années culturelles croisées, ce fut de 2003 à 2005, avec, à nouveau, la France.

J'arrête ici cette liste, pour insister sur les espoirs que nous fondons actuellement sur les relations si particulières qui unissent nos deux pays.

Plus de cinquante ans sont passés depuis l'établissement de relations diplomatiques entre nos deux nations. La Chine s'est fortement développée. Le monde a beaucoup changé. Nous considérons cependant qu'en tant que membres permanents du Conseil de sécurité de

l'ONU, en tant que puissances économiques mondiales, et en tant que représentants respectifs des civilisations orientales et occidentales, la France et la Chine peuvent faire beaucoup de choses ensemble pour œuvrer à la stabilité et à la prospérité de la planète, dans un contexte international marqué par la multiplication des facteurs d'incertitude et de troubles.

Maintenir un développement sain des relations sino-françaises et sino-européennes est en soi une contribution importante à la paix et à la stabilité du monde. Nos pays sont tous deux partisans d'un monde multipolaire et du multilatéralisme. Nous pouvons conjointement jouer un rôle positif pour défendre le système international multilatéral construit autour de l'ONU.

Nos deux pays doivent aussi intensifier leur dialogue et la concertation sur les dossiers du Moyen-Orient, de l'Afrique, et des principaux foyers actuels de tension.

En tant que membres importants du G20, la Chine et la France peuvent travailler conjointement pour renforcer le rôle de celui-ci comme plateforme de la gouvernance économique mondiale, ainsi que pour défendre un commerce et des investissements internationaux libres et ouverts. Nos deux pays ont contribué de façon remarquable à l'accord de Paris sur le climat, et nous sommes prêts à travailler aux côtés de la France pour aider à leur mise en œuvre.

Nous sommes prêts aussi à renforcer notre coopération

sur ces autres grands défis internationaux que sont la lutte contre le terrorisme et la question des réfugiés. La Chine et la France peuvent intensifier leurs échanges et, au-delà, renforcer le commerce, les investissements, et les échanges humains entre l'Europe et l'Asie afin d'assurer la prospérité du continent euro asiatique dans son ensemble.

La Chine a toujours soutenu la construction européenne. Nous souhaitons une Europe forte et unie, dans l'intérêt de la paix et de la stabilité mondiale. Nous désirons également renforcer notre coopération avec l'Union européenne, dans le cadre des « Nouvelles routes de la soie » – ce qui me donne l'occasion de présenter cette initiative.

II. LES « NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE »

C'est en automne 2013 que le Président Xi Jinping a lancé ce projet, dont la traduction littérale est : « Une ceinture, une route ». Il s'agit de coupler une ceinture économique sur terre reliant la Chine à l'Europe, en passant par l'Asie centrale, à une route maritime allant de la Chine à la Méditerranée. Le but est de s'inspirer de l'esprit de l'ancienne route de la soie pour créer des voies de circulation et d'échanges tous azimuts, à différents niveaux, terrestres et maritimes, en vue de relier l'Asie, l'Afrique et l'Europe et de former une nouvelle plateforme de coopération économique.

Ces « Nouvelles routes de la soie » visent ainsi à promouvoir la collaboration et le partage, à partir de cinq objectifs principaux : la concertation en matière politique, l'interconnexion des infrastructures, la fluidité du commerce, la circulation des capitaux et la compréhension mutuelle des peuples. Une autre façon de décrire le projet est de dire qu'il s'agit pour la Chine de proposer un nouveau concept de la mondialisation et d'essayer de contribuer au règlement des trois grands problèmes actuels de l'économie mondiale, à savoir les écarts de développement, le déficit de gouvernance, et le manque de moteur pour la croissance.

Depuis trois ans, une centaine de pays et d'organisations internationales ont répondu positivement à cette grande initiative, qui est également inscrite dans de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité de l'ONU. Plus de quarante pays ont signé dans ce cadre des accords de coopération avec la Chine. Les investissements des entreprises chinoises vers les pays de la zone définie par le projet s'élèvent déjà à plus de 50 milliards de dollars. 56 zones de coopération économique ont été créées, engendrant pour les pays hôtes près de 1,1 milliard de dollars de recettes fiscales et 180 000 emplois.

Le Forum de coopération internationale qui s'est tenu les 14 et 15 mai derniers a été la plus importante rencontre internationale organisée à ce sujet depuis le lancement du projet. Plus de trente chefs d'État et de gouvernement, ainsi que les représentants de plus de

100 pays et de 70 organisations internationales y ont participé. Ce sommet a été extrêmement fructueux. Il a été décidé d'accroître la coordination des politiques macroéconomiques et des stratégies de développement, de développer les infrastructures, de construire des corridors économiques, d'ouvrir davantage les marchés financiers, et de renforcer la coopération en matière d'environnement, de climat et d'innovation technologique. Un large consensus a été trouvé et le Forum a défini plusieurs principes devant diriger la mise en œuvre de cette initiative : consultation d'égal à égal, nécessité que les projets soient gagnant-gagnant, compréhension mutuelle, respect des règles du marché et développement durable. Plus de 270 résultats concrets ont été obtenus. Neuf dirigeants européens, et les délégations de haut niveau de nombreux pays européens dont la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont participé à cette conférence, ce qui montre l'intérêt porté par l'Europe à ce projet.

Nous pensons que les « Nouvelles routes de la soie » sont un pont jeté entre la zone de croissance économique la plus dynamique du monde, l'Asie orientale, et le plus grand ensemble économique développé, l'Union européenne. D'une extrémité à l'autre, les ressources humaines et naturelles sont immenses, et fortes sont les aspirations au développement.

Une coopération sino-européenne dans le cadre des « Nouvelles routes de la soie » non seulement permettra de répondre aux besoins pressants des pays riverains

en matière d'industrialisation et de modernisation des infrastructures, mais donnera également aux Européens et aux Chinois la possibilité de renforcer leurs échanges commerciaux en offrant à leurs entreprises respectives des espaces élargis de coopération.

La Chine est prête à coupler son programme de routes de la soie avec le Plan d'investissement pour l'Europe. Nous sommes prêts à accélérer les négociations pour la conclusion d'un accord d'investissement européen, à démarrer l'étude de faisabilité d'une zone de libre-échange commune, et à faciliter les investissements croisés et la libre circulation des hommes.

La France, qui occupe une place centrale au sein de l'Union européenne, peut être un acteur important du développement de la coopération sino-européenne dans le cadre de ce vaste programme dont elle retirera de nombreux bénéfices. Je suis rentré en février en Chine afin de recevoir l'ancien Premier ministre français, Bernard Cazeneuve, qui s'y rendait en visite officielle. Je l'ai notamment accompagné à Wuhan pour accueillir un train regorgeant de produits agroalimentaires et de vins français qui avaient traversé le continent pour arriver jusque là, et nous avons goûté ce vin sur place. De très nombreux produits français sont ainsi transportés en Chine avec ces trains. Sur le plan bilatéral, nos deux pays peuvent élargir encore leur coopération au bénéfice de nos deux peuples.

III. D'IMMENSES PERSPECTIVES DE COOPÉRATION

L'aéronautique et le nucléaire sont déjà des secteurs de coopération traditionnels entre nos deux pays. Selon les statistiques d'Airbus, l'avionneur a depuis 2010 livré à la Chine plus de 100 avions par an, pendant six années consécutives. On estime que d'ici une vingtaine d'années la Chine aura besoin d'environ 5 400 appareils, soit à elle seule 40 % du total de la zone Asie-Pacifique. L'énergie nucléaire, quant à elle, ne représente que de 2 % de la production d'électricité en Chine, contre 75 % en France. Le marché potentiel est donc colossal. Nos deux pays sont ainsi en train de construire la centrale de Taishan, qui sera très probablement la première centrale nucléaire de troisième génération en service dans le monde. Nous sommes également en discussion pour la construction en Chine d'un centre de retraitement du combustible. Dans ces secteurs, les relations entre nos deux pays ne sont pas de simples relations vendeur/acheteur. Par notre recherche conjointe, des investissements croisés, nos intérêts fusionnent, facilitant ainsi aux entreprises françaises l'accès aux immenses opportunités qu'offre le développement chinois.

La ville durable, l'environnement, l'agroalimentaire, la santé, la « *silver economy* » : autant de vecteurs de croissance pour une Chine en pleine restructuration économique et qui devraient intéresser la France et ses entreprises.

Dans le secteur de la ville durable, par exemple, le taux d'urbanisation de la Chine n'est aujourd'hui que de 57 %, loin derrière les 80 % des pays développés. Les villes se développeront donc encore en Chine. Mais cela ne pourra se faire que de façon écologique et faiblement carbonée. Il y a là une occasion de collaboration entre nos deux pays. En 2014, nos deux gouvernements ont signé une lettre d'intention pour le développement conjoint d'un écoquartier à Wuhan, le chef-lieu du Hubei et, je crois, la ville la plus francophile de Chine. Une zone de 32 km², soit l'équivalent de la superficie de Lille, a ainsi été définie pour une planification, un design et une construction sino-française. Le projet est en cours de réalisation et je suis convaincu qu'il jouera un rôle moteur pour de futures coopérations concernant les villes nouvelles.

Les collaborations en pays tiers sont également l'occasion d'élargir notre travail en commun. En juin 2015, nos deux Premiers ministres ont annoncé le lancement de cette nouvelle forme de coopération, avec la création d'un comité de pilotage et d'un fonds de soutien dédié. Des projets prioritaires en Asie et en Afrique ont été définis. Là aussi, les perspectives sont importantes.

D'autres secteurs, encore, sont très prometteurs : le sport – en particulier les sports d'hiver et le football – l'éducation, la recherche, et la sauvegarde du patrimoine.

Prenons l'exemple des sports d'hiver. La Chine n'est traditionnellement pas très avancée dans ce domaine.

Mais grâce à l'effet d'entraînement induit par la préparation des Jeux olympiques d'hiver de 2022, on estime que plus de 100 millions de Chinois s'y mettront. Or la France a évidemment une vraie expertise dans le domaine des équipements et des stations de sports d'hiver. Les opérateurs français dans ce domaine ont déjà identifié des pistes de coopération et sont actuellement en train de leur donner corps.

Autre secteur extrêmement prometteur, le tourisme. Le tourisme chinois à l'étranger est un marché en plein développement. La France est notre destination touristique favorite en Europe. Ces dernières années, le gouvernement français a adopté des mesures favorisant la circulation de nos ressortissants, parmi lesquelles la délivrance de visas touristiques en 48 heures, et la signature d'un accord sur la reconnaissance mutuelle des permis de conduire. Ce sont maintenant 2 millions de touristes chinois qui viennent chaque année visiter la France, et je suis convaincu que ce nombre s'élargira dans les années à venir. Je souhaite ainsi bien évidemment que les autorités françaises puissent prendre davantage de mesures afin d'assurer leur sécurité et faciliter leur voyage.

IV. LES PRINCIPES D'UNE COLLABORATION FRUCTUEUSE

Les perspectives de coopération entre nos deux pays sont donc considérables. Mais comme dit l'adage, une longue marche commence toujours par le premier pas. Si nous voulons transformer ces possibilités en résultat palpable, il nous faudra œuvrer ensemble, inlassablement et dans la durée.

Pour y arriver, l'Histoire nous enseigne que nous devons être attentifs à suivre les principes suivants.

1. Avoir une idée juste de nos différences et les traiter correctement.

Les traditions, les systèmes politiques, les niveaux de développement de nos deux pays diffèrent. Notre point de vue sur certaines questions et la manière de les régler aussi. Ainsi alors que la Chine appliquait une politique stricte de limitation des naissances, la politique de l'enfant unique, la France encourageait la natalité en accordant des allocations importantes aux familles nombreuses. Cela n'était pas sans nous surprendre. Mais aujourd'hui que l'évolution des modes de vie et la hausse du niveau de vie la Chine nous mettent face au problème du vieillissement de notre population, nous comprenons mieux le sens de la politique française.

Ainsi, bien souvent nos différences d'approche sont dues à des réalités nationales différentes. Ces différences

objectives font qu'aucun de nos deux pays ne saurait prétendre changer l'autre. Le meilleur moyen de vivre ensemble est donc de se respecter, de s'appuyer sur ce que nous avons de commun, sans nous arrêter sur nos divergences et en essayant de se mettre à la place de l'autre.

La Chine est un pays en voie de développement, un pays multiethnique de 1,3 milliard d'habitants. C'est aussi le seul parmi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU qui n'a pas encore achevé sa réunification. Les questions touchant à la souveraineté ou à l'intégrité territoriale revêtent pour nous une signification particulière. C'est un sujet extrêmement sensible pour les Chinois. Si les relations sino-françaises ont toujours été très bonnes, elles ont aussi connu des turbulences. La première fois, au sujet de Taïwan. La seconde, concernant le Tibet. Ces deux questions touchent à la souveraineté de la Chine, et, dans les deux cas, les Chinois se sont sentis très blessés. Il a fallu de grands efforts de part et d'autre pour que nos relations repartent du bon pied. Si les relations sino-françaises n'ont cessé de s'améliorer ces dernières années, c'est aussi parce que chacun s'est accordé sur la nécessité de dialoguer et de se concerter dans un esprit de compréhension réciproque, de façon à répondre aux intérêts fondamentaux et aux grandes préoccupations de chacun.

2. Exploiter nos complémentarités et rechercher des convergences d'intérêt. La question du déficit commercial.

Peu après ma prise de fonction en France, un ami français me disait que l'économie française va mal, et que si ça continue, il ne nous restera plus dans quelques dizaines d'années que des musées. Cela fait trois ans que je suis en France. Je me suis rendu dans ses différentes régions. J'ai été à la Réunion, en Polynésie, à la Martinique. Et je trouve que cet ami français est tout de même assez pessimiste. Je suis personnellement très confiant quant au développement de la France. La France a certes de superbes musées un peu partout, mais elle possède aussi de nombreux atouts : des conditions naturelles favorables, des régions différentes, mais ayant toutes leurs propres forces, une industrie de pointe, des services modernes, des entreprises innovantes ou mondialement connues. La France offre à peu près partout des produits de grande qualité et de grand renom. Pour être sincère, la Chine est encore loin de la France, et elle doit faire face dans les années qui viennent à de sérieux défis démographiques et environnementaux. Beaucoup des problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui sont ceux que vous avez déjà connus et résolus dans le passé. Je pense donc que l'expérience de la France sera très utile à la Chine et que nous avons beaucoup à apprendre auprès de vous.

La Chine a également ses propres atouts. Elle possède une industrie diversifiée qui couvre tous les secteurs

avec, souvent, des entreprises de grande taille proposant des produits de qualité et bon marché. On peut dire que la force de l'industrie chinoise, c'est sa diversité, alors que celle de l'industrie française, c'est son haut niveau et sa qualité. En nous alliant, nous pourrions offrir à nos pays respectifs et à des marchés tiers nombre de produits avec un excellent rapport qualité/prix, des produits compétitifs *made in France & China*. Le bénéfice serait mutuel. Les investissements français en Chine, l'entrée de la société Dongfong au capital de PSA, la coopération entre le ClubMed et Fosun et d'autres succès encore le démontrent. Soyons confiants, patients et ambitieux.

À cet égard, je voudrais insister sur un point important. Il est vrai que nos échanges bilatéraux sont marqués par un déficit commercial assez important au détriment de la France. Il ne faut pas y voir une volonté délibérée de la Chine. Ce déficit s'explique surtout par la différence de structure de nos économies. Imaginer réduire le déficit par le simple principe de réciprocité ne résoudra donc rien. Je crois que la bonne approche consisterait plutôt à nous appuyer sur nos complémentarités pour continuer de faire grandir le gâteau, et s'acheminer vers un rééquilibrage progressif de nos échanges. Nous souhaitons donc stimuler les exportations françaises vers la Chine. Dans le domaine agroalimentaire, par exemple, la Chine a ainsi récemment consenti de nouveaux efforts pour enclencher les procédures de levée de l'embargo sur la viande bovine française. Les produits français à base de viande de porc ont maintenant accès

au marché chinois. Il faut se rendre compte du potentiel que cela représente : il suffit seulement d'imaginer que chacun des 1,3 milliard de Chinois prenne une bouchée de charcuterie française. C'est considérable.

3. Préserver la continuité de nos relations bilatérales et nous montrer sans cesse innovants.

Depuis plus de cinquante ans, de l'établissement de relations diplomatiques entre nos deux pays à la construction d'un partenariat global stratégique, solide et étroit, la teneur stratégique de nos relations diplomatiques n'a cessé de s'affirmer. Cette dynamique doit se poursuivre. Ces dernières années, notre confiance politique mutuelle n'a cessé de s'approfondir. Les succès de notre coopération se sont multipliés, largement grâce aux cadres de coopération institutionnels, concrets et efficaces, conjointement établis entre nos deux pays, et dont les plus hautes illustrations sont les trois dialogues de haut niveau (Dialogue stratégique, Dialogue économique et financier, et Dialogue sur les échanges humains) animés, côté chinois, par trois Vice-Premiers ministres et, coté français, par le conseiller diplomatique du Président, le ministre de l'Économie et des Finances et le ministre des Affaires étrangères. Ces trois piliers représentent des plateformes de dialogue hautement efficaces pour aborder conjointement les grands dossiers et les projets bilatéraux structurants. Nous devons donc continuer à mettre pleinement en valeur ces mécanismes.

Depuis l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et la France, les rapports entre nos deux pays ont sans cesse été placés sous le signe de l'innovation et de l'audace.

Audace, quand il s'agit de lancer des coopérations dans des domaines inédits. La première liaison aérienne entre la Chine et un pays occidental fut la ligne Paris-Shanghai, inaugurée par Air France en 1966. Je me rappelle ainsi que la première fois que je me suis déplacé à l'étranger, en 1972, il m'a fallu passer par Paris pour atteindre Le Caire, ma destination. Le premier à avoir introduit la mode en Chine a été Pierre Cardin. Le premier hypermarché en Chine a été ouvert par Carrefour, qui en possède maintenant plus de 200. Et la première collaboration chinoise dans le domaine du nucléaire civil a été avec EDF.

Audace, aussi, pour inventer des types toujours plus variés de collaboration. Nous avons commencé par de grands projets, et nous coopérons maintenant dans des filières entières, dans des marchés tiers, ce qui à chaque étape a demandé d'innover.

Chacun sait combien dans notre monde la concurrence est rude. Chaque pas accompli est ainsi un gage de notre capacité à garder l'initiative. La France ne manque vraiment pas d'idées, et nous souhaitons pouvoir travailler en commun pour continuer à innover et proposer de grandes premières.

Cela fait plus de trois ans maintenant que je suis en poste en France. J'ai eu le privilège de participer à de nombreuses et splendides manifestations pour la célébration du cinquantenaire de nos relations diplomatiques. J'ai été le témoin de visites croisées de nos chefs d'État et de gouvernement faites pour la première fois la même année. Et j'ai participé à tout le travail mené la main dans la main par nos deux pays afin d'assurer le succès historique de la conférence de Paris sur le climat. À cette occasion, la tonalité stratégique, moderne et mondiale, de notre relation bilatérale m'a frappé par son évidence. De plus, l'importance que les hauts dirigeants de mon pays accordent au bon développement de cette relation m'oblige très profondément.

Les Français viennent d'élire un nouveau Président. Au deuxième semestre de cette année se tiendra le XIX^e Congrès du Parti communiste chinois. Nos relations entreront ainsi dans une nouvelle période, riche en opportunités. Il se peut qu'en chemin, nous rencontrions des difficultés. Mais je reste convaincu que le développement des relations sino-françaises transcende les partis et les individualités. C'est une question de consensus politique et d'intérêts communs. J'espère que ceux qui liront ces lignes aideront à promouvoir l'amitié sino-française, et que nos efforts conjoints consolideront le socle de nos relations bilatérales et que leur rayonnement continuera de s'amplifier.

Débat avec la salle

Jean-Louis Gergorin¹ : *Il s'est tenu il y a un mois, à Mar-a-Lago, en Floride, un sommet très important entre Xi Jinping et Donald Trump. Les deux présidents ont en particulier discuté de deux dossiers essentiels : les relations commerciales entre la Chine et les États-Unis, et la question de la Corée du Nord. Quelle appréciation portez-vous sur cette rencontre et sur les relations sino-américaines ?*

Zhai Jun : Les États-Unis sont actuellement la seule superpuissance et la première économie du monde. La Chine est la deuxième puissance économique mondiale. Les relations sino-américaines sont donc bien évidemment très importantes, non seulement pour ces deux pays, mais pour le monde entier. Le sommet entre Xi Jinping et Donald Trump a en effet été un grand succès. Les deux chefs d'État sont parvenus à un consensus important notamment sur la nécessité de poursuivre un développement sain et stable des relations sino-américaines. Ils ont également convenu de mettre en place les mécanismes en vue de favoriser quatre dialogues : sur la diplomatie et la sécurité, l'économie,

1. Ancien diplomate, Directeur de la coordination stratégique du groupe EADS.

l'application des lois et la sécurité sur Internet, et, enfin, les affaires sociales et culturelles. Au deuxième semestre de cette année, le Président Trump effectuera une visite d'État en Chine. Je suis certain que le maintien de relations sino-américaines stables et saines contribuera à la paix et à la stabilité dans le monde.

Jean-Pierre Chevènement² : *Comment serait-il possible de rééquilibrer la balance commerciale entre la France et la Chine ? Vous avez montré les potentialités du marché chinois pour les industries agroalimentaires françaises. On peut y ajouter, vous l'avez aussi mentionné, tout ce qui touche à l'environnement, à l'urbanisme ou à l'énergie. Dans tous ces domaines, nous pouvons développer les relations entre nos deux pays, avec le souci de rééquilibrer nos échanges. Nous souhaitons une coopération stratégique entre nos deux pays, qui, comme tout partenariat stratégique, doit être fondée sur un certain intérêt mutuel. J'ajouterai deux points. Premièrement, la Chine et l'Europe ne pourraient-elles pas faire ensemble des choses dans le domaine des technologies avancées et du numérique ? Ensuite, concernant le développement de l'Afrique, qui est certainement une des grandes tâches de l'avenir, la France et la Chine pourraient probablement faire beaucoup en commun pour aider au décollage économique du continent. Ces deux points me semblent centraux pour la coopération franco-chinoise, essentielle à un*

2. Ancien Ministre, Président de la fondation de l'Islam de France, Président de la Fondation Res Publica.

monde que nous voulons multipolaire et, bien entendu, pacifique.

Zhai Jun : Merci beaucoup, camarade ! Je vais commencer par développer un peu la question du déficit commercial français vis-à-vis à la Chine. Celui-ci existe, bien entendu. Mais, premièrement, les statistiques de chaque côté sont différentes. Celles établies en France montrent un déficit beaucoup plus important que les statistiques chinoises. Deuxièmement, dans un contexte mondial très globalisé, il est presque impossible d'avoir une balance commerciale absolue. Car avec la mondialisation et la division du travail international, certains pays développés ont ainsi déplacé une partie de leur industrie dans des pays en voie de développement. Par conséquent, si de manière générale les pays en développement ont du surplus alors que les pays développés sont plutôt en déficit, les bénéfices vont-ils vraiment aux premiers ? Je n'en suis pas certain, ce sont plutôt les entreprises qui de façon générale touchent ces bénéfices. En tout état de cause, la Chine ne cherche pas à avoir du surplus dans sa balance commerciale. Ce n'est pas notre intérêt ni notre objectif. Comment alors régler ce problème ? Je pense qu'il faut le faire par le haut : élargir notre commerce bilatéral, au lieu de le réduire. Je crois aussi qu'il faudrait réexaminer la question du déficit commercial à partir d'une vision plus globale de nos relations économiques. Je pense aux investissements, par exemple, ou au tourisme. Prenons le tourisme : la France reçoit 2 000 000 de touristes chinois par an, et leurs dépenses ne sont

pas intégrées dans le calcul du déficit commercial de la France. Pour rééquilibrer cette balance, on pourrait penser au fait que la France exporte de plus en plus de produits agroalimentaires vers la Chine. Ces produits (charcuterie, viande bovine, fromage) sont bienvenus sur le marché chinois. Mais je ne pense pas que cela réglerait le problème. Nous espérons pour notre part que la France exportera davantage de produits de haute technologie vers la Chine. Cela représente une valeur beaucoup plus importante. Mais il y a actuellement un embargo européen sur beaucoup de produits de haute technologie envers la Chine. Certes, la Chine achète beaucoup d'Airbus, mais vous pourriez vendre d'autres produits de haute technologie à la Chine.

Vous avez évoqué le développement d'autres domaines de coopération entre nos deux pays. Le numérique, par exemple. Je suis tout à fait d'accord avec vous, et, en fait, nos deux pays collaborent déjà dans le cadre de l'économie numérique, que ce soit sur le plan de la recherche ou de l'application de cette recherche. Vous avez aussi raison concernant une coopération sino-française en Afrique. Avant de venir en France, j'étais justement le responsable des relations entre la Chine et l'Afrique. Le monde ne peut pas être en paix et ne peut prospérer sans la paix et le développement en Afrique. La Chine et la France sont deux pays influents sur le continent – l'influence française étant, bien entendu, beaucoup plus importante que celle de la Chine : la Chine est certes le plus grand partenaire commercial et le plus gros investisseur en Afrique, mais sur le plan

politique, culturel et militaire, l'influence française est bien plus grande. La moitié des Africains parle français, et ne changera pas de langue. Elle ne se mettra pas à parler chinois. Il y a ainsi un fort potentiel de coopération en Afrique entre nos deux pays. Le point de départ, c'est de reconnaître le rôle de l'autre et d'interpréter positivement ses intentions. Je crois, heureusement, que nous avons dépassé la période du doute et du scepticisme mutuels. Comme je vous le disais dans mon exposé, nos deux Premiers ministres ont fait une déclaration commune pour lancer la coopération sino-française en marché tiers, et cela comprend notamment le marché africain. Des mesures concrètes ont déjà été prises, un comité de pilotage au niveau gouvernemental a été créé, et un fonds spécial pour cette coopération a été mis en place. Les projets prioritaires ont été identifiés, à commencer par un projet sur l'énergie propre dans un État africain. Tout cela illustre l'esprit d'audace et d'innovation qui anime la coopération sino-française. Comme vous l'avez dit, le partenariat global stratégique entre la Chine et la France est fondé sur nos intérêts communs, et ceux-ci sont très nombreux.

Grégoire Postel-Vinay³ : *Je voudrais revenir sur le projet Obor [One Belt, One Road], dit de « Nouvelle route de la soie ». Vous avez mentionné le forum qui vient de se tenir et qui, comme vous l'avez dit, a abouti à plus de 270 accords de coopération. Pouvez-vous*

3. Responsable de la mission Stratégie de la Direction générale des Entreprises du Ministère de l'Économie et des Finances.

détailler un peu les partenaires et les principaux thèmes de ces accords ? Pour la Chine, quel rôle peut jouer la France dans ce projet en matière portuaire ou ferroviaire, par exemple ? J'ai aussi une question concernant le rééquilibrage de la balance commerciale. Vous avez mentionné la coopération entre nos deux pays dans le domaine industriel. La France partage ainsi avec la Chine la volonté de développer les véhicules électriques. La Chine, cependant, pose actuellement dans ce domaine des clauses un peu spécifiques et relativement protectionnistes. Peut-être serait-il possible de les assouplir. Enfin, concernant les technologies de haut niveau, il est un domaine, en matière de numérique, où la Chine est en pointe, peut-être devant même les États-Unis : les blockchains, en particulier parce que, pour expérimenter, il faut de vastes populations, et la Chine est donc naturellement très bien placée pour cela. Voilà un domaine à explorer, qui est émergent, mais qui irait dans le sens des innovations que vous avez mentionnées.

Zhai Jun : Comme je vous le disais, la « Nouvelle route de la soie » n'est pas une initiative fermée : c'est un projet ouvert et inclusif, toutes les propositions en vue de coopérer avec la Chine dans le cadre ce projet sont les bienvenues. La France ne fait pas exception, et il existe en fait déjà entre nos deux pays des discussions concrètes au sujet d'une coopération dans le cadre de cette initiative. Cette coopération relève également du partenariat en marché tiers que j'ai évoqué tout à l'heure. Nous souhaitons ainsi notamment collaborer avec la

France dans les marchés tiers que constituent les pays riverains des nouvelles routes de la soie, en particulier dans le domaine des infrastructures. La France dispose de beaucoup d'atouts pour la fabrication des grands équipements. Vos équipements sont de très haute qualité. La Chine produit également des équipements, de moyenne gamme, et, par conséquent, nous considérons qu'une coopération entre la Chine et la France dans le domaine des infrastructures a un fort potentiel. Comme vous l'avez dit, le forum international qui s'est tenu les 14 et 15 mai derniers a été fructueux. Il a donné plus de 270 résultats concrets, couvrant les cinq domaines que j'ai mentionnés : politique, interconnexion des infrastructures, fluidité du commerce, financement, et échanges entre les peuples.

Concernant votre deuxième question, sur les véhicules électriques, il me semble qu'il s'agit plutôt d'une demande d'ouverture de marché. Dans le domaine automobile, la Chine est encore très en retard par rapport aux pays européens. Peut-être – mais je ne suis pas spécialiste dans ce domaine – le décalage est-il moins important concernant la voiture électrique. En tout état de cause, je transmettrai votre remarque aux autorités chinoises compétentes.

Enfin, les hautes technologies constituent un domaine très important de la coopération sino-française. Nous échangeons déjà beaucoup dans ce domaine ; il est vrai que la Chine a fait beaucoup de progrès dans le numérique, et que la taille de sa population et de son

marché intérieur y a participé. En tant qu'ambassadeur, je soutiens ce genre de coopération entre la Chine et la France, sur la base des avantages mutuels. Nous avons un service technologique au sein de l'ambassade, et nous sommes tout à fait prêts à renforcer nos contacts, nos liens avec les ministères et les autorités françaises responsables du développement du numérique.

Jean-Daniel Tordjman⁴ : *J'aimerais vous poser trois questions portant toutes sur la finance. On sait en effet que les banques chinoises sont extrêmement puissantes. L'épargne est à la hausse. Pensez-vous alors, première question, que dans les années à venir Shanghai supplantera Hong Kong comme principal centre financier chinois ? Deuxièmement, le renminbi deviendra-t-il largement convertible, et à quelle échéance ? Enfin, les banques chinoises et les institutions chinoises prennent-elles la mesure des effets du Brexit quant aux relations entre la Chine et l'Europe – les Français font-ils ce qu'il faut pour expliquer aux dirigeants chinois les avantages de la place de Paris ?*

Zhai Jun : Je ne saurais vous dire si Shanghai supplantera Hong Kong comme centre financier. Chacune de ces villes a ses atouts. Shanghai a connu un développement formidable, dans tous les domaines. C'est une ville très dynamique, et je pense que cette dynamique va se renforcer encore dans les années à venir. Mais Hong Kong n'a pas perdu de son importance. Un exemple

4. Ambassadeur, Président du Club des Ambassadeurs, Président du Cercle des Nouveaux Mondes.

permettra peut-être de répondre à votre question. Le Président du Comité France-Chine, Jean-Pascal Tricoire, qui est également le Président de Schneider, a installé son bureau à Hong Kong, pas à Shanghai, alors que Shanghai est la ville asiatique qui a la communauté française la plus importante.

Concernant l'internationalisation du renminbi, celui-ci a été inclus l'année dernière dans le panier de devises du FMI. Cela prouve l'énorme progrès qu'a fait la monnaie chinoise. Je sais bien que nos amis français souhaiteraient que l'internationalisation du renminbi aille encore plus vite. Nous souhaitons tous un monde équilibré, non seulement sur le plan politique, mais également sur le plan financier. Mais en toute sincérité, nous en sommes encore au début de ce processus d'internationalisation. Le renminbi n'est pas encore très utilisé dans les investissements internationaux. Donc je pense que cette internationalisation sera progressive. Il m'est ainsi difficile de vous dire à quelle échéance le renminbi deviendra totalement convertible.

Pour ce qui est du Brexit, il est vrai que beaucoup de pays et de villes souhaitent remplacer Londres comme centre financier de l'Europe, y compris Paris. Les autorités françaises nous en ont beaucoup parlé. Les organismes financiers chinois étudient la question. Plusieurs villes sont en compétition et chaque ville a ses atouts, y compris Londres. En tant qu'ambassadeur de Chine en France, je souhaiterais bien entendu que Paris joue un rôle accru dans ce domaine.

Alain Cirou⁵ : *Ma question porte sur l'exploration spatiale. La Chine développe un programme très important dans ce domaine, avec l'envoi de sondes et de vols habités. La Chine, cependant, ne participe pas à la station spatiale internationale. Je voudrais savoir si une coopération entre l'Agence spatiale européenne et la Chine est envisageable, qui aurait des retombées extrêmement positives en matière d'image et aboutirait probablement à des avancées scientifiques et technologiques importantes. Autrement dit, une nouvelle route, pas de la soie, mais de l'espace, tout aussi importante pour le XXI^e siècle.*

Zhai Jun : Oui – une route à trois dimensions. En fait, l'espace est aussi un secteur traditionnel de coopération entre la Chine et la France. Il s'agit d'une coopération ancienne et toujours en cours. La Chine et la France vont ainsi lancer ensemble deux satellites. La France, et l'Europe, sont très avancées dans ce domaine, tandis que la Chine est un nouvel arrivant. Nous sommes ainsi très désireux de renforcer davantage cette coopération, et je pense que votre remarque est très juste, cela aurait des effets bien plus larges que le seul cadre scientifique : une telle collaboration donnerait également une image très positive et symboliserait la compréhension mutuelle entre nos deux peuples. La Chine est tout à fait ouverte à des coopérations de ce type. Les progrès de la conquête spatiale sont des progrès pour toute

5. Directeur général de l'Association Française d'Astronomie et du magazine *Ciel et Espace*.

l'humanité. Quel que soit le pays accomplissant telle ou telle avancée, celle-ci doit être une fierté pour tous. Un petit pas franchi pour un astronaute, c'est un grand bond pour toute l'humanité – pas pour la Chine, les États-Unis, ou la France.

Dominique Leglu ⁶ : *Depuis des décennies, la France et la Chine coopèrent dans le domaine du nucléaire. Vous avez mentionné que, pour l'instant, l'énergie nucléaire ne représente que 2 % de la production électrique chinoise. Il y a en effet une grande marge de développement. Mais après des années de collaboration entre la Chine et EDF ou Areva, celle-ci n'a-t-elle pas acquis toutes les compétences nécessaires pour construire toute seule ses réacteurs ? Par conséquent, en quoi la France peut-elle bénéficier du développement du nucléaire en Chine ? Ma deuxième question porte sur la question, brûlante, de la Corée du Nord : que pouvez-vous dire, comme ambassadeur de la République populaire de Chine, aux responsables français concernant la situation actuelle, alors que la Corée du Nord vient encore de procéder à un lancement de missile balistique ? Comment la Chine pèse-t-elle réellement sur ce pays, et quel discours tenez-vous à la France et à l'Europe sur ce sujet ?*

Zhai Jun : Vos deux questions ont un point commun : le nucléaire... Le nucléaire civil est un secteur très important de la coopération sino-française, et illustre bien le caractère stratégique des relations entre ces deux

6. Directrice des rédactions des magazines *Sciences et Avenir* et *La Recherche*.

pays. Il est vrai que la Chine a acquis une capacité pour la construction de centrales nucléaires. Mais c'est un des résultats de notre coopération avec la France, et le futur développement de la filière nucléaire en Chine ne pourra être dissocié d'une coopération avec la France. Ainsi, deux réacteurs EPR sont en cours de construction à Taishan, dans la province du Guangdong, et bien qu'il soit plus récent, ce chantier sera très probablement mis en service avant les EPR de France et de Finlande. Comme cela a été dit, le nucléaire ne représente que 2 % de la production d'électricité en Chine. Il y a donc encore beaucoup de potentialités pour la coopération sino-française en matière de construction nucléaire. De plus, là encore, la coopération entre nos deux pays ne se limite pas à nos marchés respectifs (en l'occurrence, le marché chinois) : nous sommes en train de construire ensemble une centrale au Royaume-Uni, à Hinkley Point. Enfin, la Chine et la France collaborent sur l'ensemble de la filière du nucléaire, depuis l'extraction des minerais jusqu'au retraitement, et la France est le seul pays avec lequel nous ayons ce genre de coopération.

Concernant votre seconde question : la Corée du Nord est un proche voisin de la Chine, et le nucléaire nord-coréen représente donc une question très importante pour nous, qui engage la sécurité de notre pays. La position chinoise, compte tenu de nos intérêts en matière de sécurité, peut se résumer en trois points :

1. Dénucléarisation de la péninsule coréenne : on ne peut accepter d'armes nucléaires dans cet espace ;

2. Pas de guerre dans la péninsule coréenne ;

3. Règlement du problème par voie de négociation pacifique.

Ne pas observer ces trois principes est contraire aux intérêts chinois. Dans le contexte actuel, la Chine s'oppose par conséquent aux lancements de missiles et aux essais nucléaires de la part de la Corée du Nord, et, dans le même temps, nous ne voulons pas de dégradation de la situation. Pour régler ce problème, la Chine fait depuis des années de nombreux efforts. Nous pensons que pour régler ce problème, il faut trouver une solution équilibrée et penser aux préoccupations de chacune des parties. La situation est effectivement dangereuse actuellement.

Face à cela, la Chine a fait une proposition concrète. Premièrement, une double suspension : la Corée du Nord suspend ses essais nucléaires et ses lancements de missiles, et les États-Unis et la Corée du Sud suspendent de leur côté leurs manœuvres militaires. Autrement, nous nous exposons à une escalade, voire à une explosion de la situation. Deuxièmement, un double processus : puisque, comme vous le savez, la péninsule coréenne, juridiquement, est toujours en guerre, nous proposons que la Corée du Nord abandonne son programme nucléaire, d'un côté, avec, de l'autre, l'établissement d'un mécanisme de paix dans la péninsule. Nos efforts se dirigent dans ce sens. Mais c'est difficile, car chacun se défie de l'autre. Les Américains disent que

les Nord-coréens doivent d'abord arrêter leur programme nucléaire, et les Nord-coréens nous disent que les Américains doivent au préalable arrêter leurs manœuvres militaires. Nous essayons de jouer un rôle de médiation, c'est préférable à la guerre. Nous allons donc continuer nos efforts, et nous appelons toutes les parties à en faire aussi pour apaiser la situation dans la péninsule coréenne. Car une guerre dans la péninsule coréenne n'est dans l'intérêt de personne. Elle nuirait bien entendu à la Chine, étant donné sa proximité. Nous entretenons ainsi un dialogue très régulier avec les dirigeants français sur cette question. En février dernier, lors de sa visite officielle en Chine, le Premier ministre Bernard Cazeneuve a parlé de ce sujet avec le Président Xi Jinping, qui lui a exposé la position chinoise.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

Les publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
- L'avenir du climat - Jean Jouzel
- L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
- L'avenir de la politique - Alain Juppé
- L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
- L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitral

-
- L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
 - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
 - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
 - L'avenir des relations Franco-Russes - Alexandre Orlov
 - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
 - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
 - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville
& Dominique Lecourt
 - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
 - L'avenir du conflit entre chiites et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
 - L'Iran et son avenir - Ali Ahani
 - L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
 - L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
 - L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
 - L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
 - L'avenir de la paix - Dominique de Villepin
 - Le défi de l'Islam en France - Jean-Pierre Chevènement

Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualazzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrou
- Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
- À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig

Les Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis :
quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien

Les Entretiens de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique

L'avenir des relations franco-chinoises

L'Ambassadeur de la République Populaire de Chine en France livre ici le fruit de ses réflexions argumentées sur la qualité exceptionnelle des relations franco-chinoises.

Une nouvelle ère s'annonce avec l'élection du nouveau Président de la République française et la tenue du XIX^{ème} Congrès national du Parti communiste chinois. Alors que l'initiative chinoise « la Ceinture et la Route », le Forum pour la coopération internationale réunissant une centaine de pays, venait de se conclure à Pékin, S.E. Zhai Jun mettait en lumière les formes d'une indispensable coopération à l'échelle de la planète à l'heure du repli sur soi et des crispations identitaires.

Au-delà des liens économiques, le Président Xi Jinping a insisté, lors de l'ouverture du Forum sur le fait qu'il s'agit d'une initiative de paix permettant d'ouvrir une ère de prospérité à l'ensemble de ceux qui souhaitent y participer, à la fois respectueuse de l'environnement et innovante technologiquement.

Le repli sur soi et le rejet de la mondialisation ne faisant pas bon ménage avec la prospérité, il serait sage de noter que comparées aux autres initiatives, ces « nouvelles routes de la soie » apparaissent comme une initiative globale visant à ne laisser personne sur le bord du chemin.



“

S.E. Zhai Jun est Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Populaire de Chine et ancien Vice-Ministre des Affaires étrangères.

La présente publication ne peut être vendue


INSTITUT
DIDEROT

FONDS DE DOTATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE REGI PAR LA LOI N°2008-776 DU 4 AOUT 2008 - SIRET N° 513 746 651 00019
86-90, rue Saint-Lazare 75009 Paris / T. +33 (0)1 55 50 65 60 / contact@institutdiderot.fr / www.institutdiderot.fr

ISBN 979-10-93704-36-4



9 791093704364
ISSN 2496-4948 (en ligne)
ISSN-L 2272-835X (imprimé)